



Le 3 juillet 2017

« Moi, Président de la République numérique »

Le discours du Président de la République que nous voudrions entendre, pour une France entrée pleinement dans l'ère numérique

Par Henri Isaac, président de Renaissance Numérique, et Camille Vaziaga, ancienne déléguée générale

Ce discours a pour vocation de poser une vraie politique du numérique. Contrairement à l'approche française jusqu'ici, où le numérique est vu comme un nouveau marché, à réguler ou non, voilà une profession de foi sur ce que peut le numérique pour changer la société française en profondeur. Au-delà des quelques propositions concrètes, ce discours veut combler un grand manque chez les représentants politiques français : celui d'une vision sur le futur numérique du pays.

POLITIQUE	ÉCONOMIE	ÉGALITÉ
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réformer la V^{ème} République et entamer un chantier pour « redessiner » nos institutions ✓ Mettre en place de nouveaux processus de prises de décision qui donnent une plus grande place à la concertation citoyenne ✓ Doter l'Etat des technologies nécessaires à la co-construction des politiques publiques ✓ Créer un cadre législatif favorable à l'expérimentation politique ✓ Sortir d'une vision trop « matérielle » de l'éducation numérique et insister sur la formation des professeurs et l'infusion des usages et problématiques numériques dans toutes les matières ✓ Renforcer les pouvoirs de l'actuelle Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) ✓ Encadrer la captation et le traitement des données personnelles, en leur donnant notamment une durée de vie limitée au sein des services de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Penser la question du travail à l'ère post-salariale ✓ Faire émerger une protection sociale qui inclue les formes de travail de demain ✓ Renforcer le soutien politique à l'innovation dans tous les secteurs de l'économie ✓ Former davantage de <i>Datascientists</i> ✓ Concevoir des réformes françaises en cohérence avec celles de Bruxelles 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Instaurer l'égalité d'accès et des usages numériques comme base de la politique de transition numérique ✓ Doter la France d'une politique ambitieuse en matière d'inclusion numérique pour tous les citoyens et tous les territoires

Mes chers concitoyens,

Si j'ai la chance de vous parler en tant que Président de la République, et si j'ai pu récolter le nombre de votes suffisant pour accéder à ces fonctions, c'est parce que j'ai, tout au long de ma campagne, porté le message d'une France qui entre sans réserve et sans peur dans l'économie, la politique et la société du XXI^{ème} siècle. J'ai porté tout au long de ma campagne une vision et une ambition pour la France de demain, dont je viens ici vous présenter les principes et les actions.

Nombreux sont les discours qui irriguent l'idée d'une nouvelle ère, d'une révolution portée notamment par les innovations technologiques, Internet et plus largement le numérique, et qui donne à tous la possibilité de s'exprimer, créer, échanger et partager. Le propos de mon discours, vous l'aurez compris, n'est pas technologique. En parlant de numérique, je viens défendre les bases d'une société qui s'organise différemment, sur des logiques collaboratives et horizontales.

L'horizontalité, l'ouverture, le décloisonnement des mondes, les logiques réticulaires, le partage, l'innovation ouverte, la capacité donnée à tous de devenir davantage acteur de la société qui vient. Je viens ici poser les principes d'action pour une société où l'action publique change de posture et vient en support, en soutien à l'action de chacun, plutôt qu'en s'y substituant. **Je ne veux pas moins d'action publique, je la veux différente. L'Etat met en mouvement et organise la société collaborative. Il lui donne les moyens d'agir et se donne les moyens d'être inspiré par elle également.**

Pour opérer cette transition vers une société collaborative, il faut revoir notre façon de considérer le numérique. Je ne dis pas que les actions des gouvernements précédents n'ont pas été importantes : la couverture du territoire et des institutions pour structurer ces politiques, dont un Secrétariat d'Etat dédié. Mais ces efforts ne suffisent plus aujourd'hui. **Visons plus loin, imaginons plus large et soyons créatifs.** Adoptons une vision plus globale du numérique, au lieu de superposer des lois sans substance qui bien souvent sous prétexte de préparer l'avenir, ne régissent que le passé.

Ma vision de la France du XXI^{ème} siècle n'est pas celle d'un législateur qui court après les innovations sans jamais pouvoir les anticiper. Elle n'est pas celle du repli national et identitaire à l'heure où le numérique ignore les frontières, à moins de s'appauvrir considérablement. Elle n'est pas celle d'une classe politique et économique qui colmate les digues de ses privilèges, avec pour seul objectif la survie à son obsolescence programmée. Elle n'est pas celle, enfin, d'une France qui ressasse son déclin économique et culturel. Ces barrières mentales dissimulent les richesses de la France, créative, collaborative, innovante et pleine de talent qui se dévoile déjà sous nos yeux.

« Ma vision de la France du XXI^{ème} siècle n'est pas celle d'une classe politique et économique qui renforce les digues de ses privilèges, avec pour seul objectif la survie à son obsolescence programmée. »

[POLITIQUE]

Aussi, les premières barrières à faire tomber sont celles qui empêchent la convergence entre la promesse réticulaire du numérique et la démocratie. Non pas seulement pour que les citoyens puissent s'exprimer, mais aussi pour qu'ils puissent endosser de nouvelles responsabilités dans la vie publique. C'est le passage du modèle collectif au modèle collaboratif. Voilà l'Etat plateforme qui change de posture et donne à chacun la capacité d'agir. Le numérique nous aidera à sortir du désenchantement politique et je mettrai toute mon énergie pour créer les conditions irréversibles à l'avènement d'une démocratie cohérente avec son temps et les usages de ses concitoyens.

- ✓ Réformer la V^{ème} République et entamer un chantier pour « redessiner » nos institutions

Il faut entamer un vaste chantier pour redessiner nos institutions afin qu'elles intègrent davantage la voix des citoyens, via les outils de mobilisation et d'expression. J'accompagnerai la mise en place technologique de nouveaux processus

- ✓ Mettre en place de nouveaux processus de prises de décision qui donnent une plus grande place à la concertation citoyenne

« Il faut entamer un vaste chantier pour redessiner nos institutions afin qu'elles intègrent davantage la voix des citoyens. »

de prises de décision, la co-construction des politiques publiques et la transparence de l'action publique. La voix des citoyens investira les sujets qui lui sont chers : travail, égalité femmes-hommes, etc. Ainsi, je consoliderai les bases de la légitimité et de la représentativité des élus, car ces outils renforcent notamment la redevabilité et la responsabilité des politiques devant leurs missions.

- ✓ Doter l'Etat des technologies nécessaires à la co-construction des politiques publiques

Je veux donc créer un cadre législatif portant les conditions du retour de l'imagination démocratique, à l'expérimentation. Votre créativité, chers concitoyens, est motrice. Votre inventivité seule permettra d'expérimenter de nouveaux dispositifs de prises de décision.

- ✓ Créer un cadre législatif favorable à l'expérimentation politique

La réforme de l'Etat par le numérique doit s'opérer de façon globale. Elle concernera tous les services publics. Santé, éducation, transports, etc. Je refuse à la fin du quinquennat, par exemple, de devoir chercher de fallacieuses excuses pour expliquer un nouvel échec du dossier médical personnel alors que certains de nos partenaires européens, à l'instar de l'Estonie, ne délivrent plus aucune ordonnance médicale sur papier. La santé numérique au service du patient sera la priorité du Ministère de la santé.

De même pour l'éducation : du système primaire à l'enseignement supérieur, je poursuivrai avec détermination l'objectif que tous les élèves français sortent de leur cursus scolaire avec une compréhension suffisante des enjeux numériques. Pour cela, **il faut sortir d'une vision trop « matérielle » de l'éducation** : ce n'est pas en confiant des tablettes à nos enfants que l'on donne aux générations futures le moyen de saisir efficacement les opportunités ouvertes par le numérique. Cela ne suffit pas ! À l'heure où nos démocraties sont de plus en plus discursives grâce aux réseaux sociaux, où les citoyens de demain sont ceux qui comprendront les nouveaux leviers informationnels du numérique, il faut apprendre à nos enfants à débattre et à s'exprimer sur Internet pour participer demain à la vie politique et faire rempart aux phénomènes de haine. Voilà de quoi doivent être faits les cours d'éducation civique pour les jeunes français.

- ✓ Sortir d'une vision trop « matérielle » de l'éducation numérique et insister sur la formation des professeurs et l'infusion des usages et problématiques numériques dans toutes les matières

Enfin, la question de la sécurité ne peut être éludée, au moment où les technologies numériques offrent une possibilité jamais égalée dans l'histoire d'avoir des outils qui peuvent être aussi performants que dangereux pour nos libertés publiques. **Je m'engage à protéger le respect de l'équilibre entre sécurité et liberté et renforcer l'Etat de droit tout en garantissant la sécurité des Français.** Pour cela, je renforcerai les pouvoirs et l'indépendance de la commission qui contrôle les services de renseignement et de police, car il n'y a de pouvoir légitime que s'il y a des contre-pouvoirs pour les évaluer et les contrôler. C'est l'Etat de droit ! Sur un plan juridique, j'encadrerai davantage la captation et le stockage des données personnelles. Je délimiterai en particulier la durée limite de conservation des données avant qu'elles ne soient purgées. Ces mesures sont nécessaires pour conserver la confiance entre l'Etat et le citoyen.

- ✓ Renforcer les pouvoirs de l'actuelle CNCTR
- ✓ Encadrer la captation et le traitement des données personnelles, en leur donnant notamment une durée de vie limitée au sein des services de renseignement

[ÉCONOMIE]

Au-delà du politique, nous devons mettre à jour notre logiciel économique pour là aussi, intégrer des schèmes collaboratifs. Cette révolution modifie, avant tout et en profondeur, le cadre de travail que nous héritons de la révolution industrielle précédente, fondé sur un modèle salarial. Aussi, afin de garantir la solidité des fondations de notre économie de demain, se poser les questions jusqu'ici éludées est primordial. Quels seront les contours de la protection sociale pour les travailleurs dans une économie « à la demande » ? Comment transposer notre modèle à l'heure où les plus fragiles sortent du cadre salarial et sont employés par des algorithmes ? Le numérique fait le pari de notre capacité à être créatif et ambitieux pour faire émerger une protection sociale qui inclue les formes de travail de demain, pas uniquement celles d'hier.

- ✓ Penser la question du travail à l'ère post-salariale
- ✓ Faire émerger une protection sociale qui inclue les formes de travail de demain

Il faut également inciter les grandes entreprises de tous les secteurs d'activité à opérer leur mue numérique. Trop souvent, notre économie a voulu consolider les positions dominantes en se reposant sur la protection des acteurs existants, plutôt que sur sa capacité à innover et à créer. Pour ma part, je fais le choix du mouvement et je demanderai à mon gouvernement de consacrer toute son énergie à créer les conditions favorables au dynamisme et à l'innovation, plutôt qu'à la protection des rentes. Je veux que tous les acteurs de l'économie et de la connaissance s'emparent du *Big Data*, des objets connectés, des plateformes et des logiques collaboratives, dans une vision complète. Agriculture, transport, culture, santé, agro-alimentaire, services à la personne, tourisme, etc. Il faut embarquer tout le monde, tous les secteurs, grands groupes, PME et TPE. Pour cela, l'Etat aura également son rôle à jouer pour former autant d'experts en *Big Data* que nos entreprises ont besoin. Nous en sommes très loin.

✓ Renforcer le soutien politique à l'innovation dans tous les secteurs de l'économie

✓ Former davantage de *Datascientists*

« Je fais le choix du mouvement et je demanderai à mon gouvernement de consacrer toute son énergie à créer les conditions favorables au dynamisme et à l'innovation, plutôt qu'à la protection des rentes. »

Enfin, pour créer les conditions favorables à notre épanouissement numérique, face aux puissances américaine et asiatique, il ne faut pas faire cavalier seul. **Misons sur l'Europe !** À Bruxelles, la France doit cesser de se désinvestir des sujets numériques et porter nos messages haut et fort : fiscalité, protection des données, marché unique du numérique, concurrence : c'est là et dans les institutions internationales que nous pourrions plaider pour une économie internationale équitable pour nos entreprises. Notre rayonnement international, notre force économique même, se jouera dans la consolidation du marché européen du numérique. Notre quinquennat sera aussi français qu'europpéen, en m'engageant à ce que chaque réforme que j'entreprendrai en France se fasse en cohérence avec les discussions de Bruxelles.

✓ Concevoir des réformes françaises en cohérence avec celles de Bruxelles

Vous l'aurez compris, **ma stratégie est de combattre la peur et le repli sur soi pour, au contraire, construire des ponts en nous appuyant notamment sur les jeunes générations, dont la créativité chaque jour permet de nous interroger sur nos modèles existants.** Je ne parle pas ici de donner le pouvoir à des « barbares ». Je ne brandis pas le spectre de la destruction de l'ancien monde. Je veux que notre économie embrasse avec sérénité et lucidité la révolution numérique pour un monde plus apaisé et plus prospère : ni un monde où des chauffeurs de taxi brûlent les voitures de leurs collègues, ni celui où les start-up foulent aux pieds nos acquis sociaux.

Je veux rappeler ma confiance dans l'incroyable capacité de résilience et de métamorphose de la France et des Français. Au siècle dernier, nous nous sommes relevés de deux crises majeures grâce à l'ouverture et l'échange, par la création de l'Europe et la mondialisation de notre économie. Les apôtres du repli sur soi agissent comme si la France n'avait pas déjà surmonté de précédentes crises ou révolutions économiques. **Quand l'imprimerie est venue bouleverser le mode de diffusion du savoir et préparer le siècle des Lumières, nous n'avons pas écouté le lobby des moines copistes.** Quand l'électricité est venue éclairer les rues et nos foyers, changer nos rythmes quotidiens en repoussant les limites de la nuit, nous n'avons pas écouté le lobby des allumeurs de réverbères. Nous avons eu confiance en nous et nous avons su écouter les hommes et les femmes qui portaient le changement.

[ÉGALITÉ]

Pour que la relance économique et l'amélioration de la vie démocratique aient véritablement un sens pour tous et produisent réellement leurs effets, l'égalité de tous face aux nouvelles technologies doit être assurée. Voilà le troisième pilier essentiel à ma conception de la France numérique. Je considère que la révolution numérique ne bénéficiera à tous que si elle s'adresse à chacun : jeunes et moins jeunes, villes et campagnes, entrepreneurs, cadres et salariés. L'égalité face au numérique est la condition nécessaire à la réussite de la société collaborative que nous voulons. Or, la fracture numérique n'a pas disparu. Nous en sommes conscients : un avantage considérable est donné à ceux qui comprennent le numérique tout en excluant du

- ✓ Instaurer l'égalité d'accès et des usages numériques comme base de la politique de transition numérique

« L'inégalité face au numérique ne concerne plus simplement l'accès mais surtout les usages, et ceux qui n'en n'ont pas la maîtrise sont défavorisés. »

champ économique et social, ceux qui ne parviennent pas à se saisir de ces outils, car de nombreux services publics s'opèrent en ligne. **L'inégalité face au numérique ne concerne plus simplement l'accès mais surtout les usages, et ceux qui n'en n'ont pas la maîtrise sont défavorisés.** Leur vie privée est plus exposée que les autres. Leur crédulité face à toutes les ressources qui s'offrent à eux est plus grande, et l'on sait que c'est une des causes de la radicalisation. Leurs choix peuvent se trouver restreints. Et plus on numérise l'Etat, ses services publics et donc l'accès aux droits fondamentaux, plus cette fracture sera conséquente : d'où l'intérêt majeur que je porte à l'inclusion numérique.

- ✓ Doter la France d'une politique ambitieuse en matière d'inclusion numérique pour tous les citoyens et tous les territoires

Une vraie politique efficace en matière d'inclusion est nécessaire pour atteindre la maturité de notre société numérique. Chacun d'entre nous, et je pense aussi à nos élus, doit posséder un bagage culturel suffisant pour être en mesure de comprendre comment fonctionne l'économie numérique et les outils que nous utilisons au

quotidien. Comprendre la capacité qu'ont nos données à générer de la richesse pour jouir des services proposés, sans mettre en danger notre vie privée ou celle de nos proches. Comprendre le fonctionnement des algorithmes pour conserver tout le potentiel d'un accès infini aux œuvres et contenus. Savoir payer ses impôts en ligne, écrire un mail, gérer ses options de partage et vie privée sur les réseaux sociaux, travailler et collaborer en réseau, exercer sa citoyenneté sur Internet, etc. C'est de toute une culture générale du numérique que nos enfants et nos parents, nos jeunes et nos aînés doivent s'emparer pour jouir pleinement du potentiel de la révolution numérique. C'est pourquoi nous devons refonder notre politique d'inclusion numérique sur tout le territoire. Je m'adresse à tous les citoyens qui seront demain tous porteurs de projets grâce aux nouvelles capacités fournies par le numérique, afin de réaliser votre créativité, d'amplifier votre énergie, non pas pour vous substituer à l'action publique, mais pour la dynamiser, la faire progresser, l'enrichir.

Vous l'aurez compris, **je crois profondément que nous sommes meilleurs dans un monde qui communique et partage ses idées, qui collabore et qui invente de nouveaux moyens de consommer, d'échanger, d'être solidaire, de vivre ensemble. Nous ne pouvons sacrifier l'avenir pour conserver les intérêts de certains qui ne savent saisir les opportunités que lui offre la société qui vient, celle de l'ère collaborative.** Nous avons cinq années devant nous pour inventer et mettre en mouvement la France du XXI^{ème} siècle, cinq années pour la faire définitivement entrer dans l'âge numérique, cinq années pour la transformer en pionnière d'une innovation qui ne transige pas avec ses exigences sociales. Elus, acteurs publics, acteurs privés, grands groupes et start-up, associations et représentants de la société civile, citoyens : au travail !

Vive la République, vive la France.